

Thierry GARCIN¹



DISSUASION NUCLÉAIRE

LA FORCE DE FRAPPE FRANÇAISE EST-ELLE EXPORTABLE AU RESTE DE L'EUROPE ?

Résumé : Dans le double contexte du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, seule puissance nucléaire européenne avec la France, et du renforcement des doutes sur la protection nucléaire américaine de l'Europe (présidence Trump II), faut-il changer la doctrine nucléaire française, qui obéit à des impératifs propres ? La question centrale est de savoir si les « intérêts vitaux » de la France peuvent être élargis au reste de l'Europe, rompant avec le principe fondamental d'incertitude. Promettre quelque chose, n'est-ce pas déjà mentir par anticipation ? Et, d'abord – lourde responsabilité devant l'Histoire – diviser les Français sur une stratégie qui les a toujours unis ?

Mots-clés : Dissuasion, Nucléaire, De Gaulle, France, Europe, OTAN.

NUCLEAR DETERRENCE. IS FRENCH STRIKE FORCE EXPORTABLE TO THE REST OF EUROPE ?

Abstract: *In the dual context of the United Kingdom's withdrawal from the European Union – London is the only European nuclear power besides France – and the increasing doubts about*

1. Politologue, docteur d'État (HDR), chercheur associé à l'université Paris Cité, spécialiste de l'étude des conflits armés, de l'arme nucléaire et des enjeux arctiques, Thierry Garcin a enseigné à Paris I, Paris III et à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris. Professeur invité à la Sorbonne Abou Dhabi, conférencier à l'ENA puis à l'Institut national du service public (INSP), il est chercheur au Centre HEC de géopolitique. Producteur délégué à *Radio-France*, il a été responsable durant 33 ans de l'émission quotidienne « *Les Enjeux internationaux* ». Il est l'auteur de nombreux ouvrages, tels que *Géopolitique de l'Arctique* (2 éd., Paris, Economica, 2021) ou *La Question allemande en Europe depuis l'unification* (Paris, L'Harmattan, 2025).

nuclear protection of Europe by the United States (Trump second mandate), must the French nuclear doctrine be modified, given it has its own imperatives? The key question is to know if the notion of “vital interests” has to be enlarged to the profit of the rest of Europe, which would break with the fundamental uncertainty principle? Isn’t promising something already a lie by anticipation? And, first and foremost, wouldn’t it be a heavy burden of responsibility before History to divide the French people on the strategy of deterrence, which has always unified them?

Key words: Deterrence, Nuclear, De Gaulle, France, Europe, NATO.

SOMMES-NOUS EN TRAIN DE LIQUIDER LA FORCE DE FRAPPE FRANÇAISE, avec la souveraineté qui y préside ? La question se pose avec d’autant plus d’acuité que Paris célèbre rituellement la « *souveraineté européenne* », expression oxymore puisqu’il ne peut en exister deux simultanément, la française et l’européenne. De plus, une annonce du président de la République française sur la dissuasion (plusieurs fois reportée) a été prévue pour le début 2026. Cet enjeu capital dépasse largement les innombrables variations sur l’architecture de sécurité européenne, que la seconde présidence Trump a de toute façon bousculée.

D’abord, qu’en est-il des partisans de l’européanisation de l’arsenal nucléaire français ? Ensuite, pourquoi leurs arguments ne sont-ils pas recevables ? Et vers quelles impasses stratégiques se dirigerait-on ?

Les partisans de l’européanisation

Dans des anachronismes rassurants, comme si les débats stratégiques actuels se situaient dans la continuité des années 1950 et 1960, les « européistes » rappellent qu’en 1957 un protocole de défense tripartite (France, Italie, RFA) prévoyait son extension aux futures armes nucléaires ; qu’en 1963, l’automaticité de l’engagement français au profit de la RFA avait été oralement et confidentiellement promise par De Gaulle à Adenauer ; qu’en 1972, le *Livre blanc sur la défense nationale* (tome 1) était ambigu : « ...apparaît ici le caractère exclusivement national et essentiellement défensif de la dissuasion. Comment se définissent les intérêts vitaux d’un pays sinon par référence unique à ce pays lui-même ? »² Mais, un peu plus loin : « Nos intérêts vitaux se situent sur notre territoire et dans ses approches. »² Enfin, on s’attache à faire dire au Général De Gaulle ce qu’on veut bien lui faire dire (se réclamant du Général, l’extrême-droite française est devenue championne dans cet exercice d’équilibrisme).

2. *Livre blanc de la défense nationale*, 1972, lien : <https://mjp.univ-perp.fr/defense/lb1972.htm> (consulté le 9 février 2026).

Compte tenu du désengagement progressif des États-Unis du continent européen, de la guerre d'Ukraine et de l'agressivité russe, l'Allemagne et la Pologne sont demandeuses d'une assurance nucléaire française, dont on vante avec une soudaine conviction la nécessité et les vertus. En conséquence, force est d'élargir les « *intérêts vitaux* » de la France jusqu'à l'Elbe ou jusqu'à Varsovie, voire Tallinn. On s'appuie notamment sur les déclarations communes de Londres et de Paris (1995, 2003, 2025)³ assurant que leurs intérêts vitaux étaient liés, ce qui suppose bizarrement qu'ils soient déjà connus, définis et comparables ou identiques. Il est vrai que la France peut s'entendre avec le Royaume-Uni pour des coordinations de patrouilles de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et de ciblage. De plus, les deux pays sont liés par les accords de *Lancaster House* (2010) concernant la validation des charges nucléaires des deux pays⁴. À terme donc, les « *intérêts vitaux* » des États européens et de l'Union européenne (sic) « *(seront) couverts par la dissuasion nucléaire (tant de la France que de l'OTAN)* », affirme péremptoirement un expert.

Et les propositions concrètes ne manquent pas. Commençons par faire voler des Rafale nucléaires français chez les voisins, sans, puis avec leurs armes nucléaires. Ensuite, montons en puissance, selon la technique américaine bien connue du *spill over*, ou cliquet irréversible : ravitaillement européen en vol, accueil sur des bases aériennes étrangères, création d'un escadron européen des Forces nucléaires stratégiques françaises, éventuellement installation d'armes nucléaires françaises sur des avions européens, statut d'observateur au Groupe des plans nucléaires de

3. *Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et John Major, Premier ministre du Royaume-Uni, sur la coopération franco-britannique, sur l'interdiction des essais nucléaires, sur l'union européenne, l'UEM et la Bosnie*, 18^e Sommet franco-britannique, Londres, 30 Octobre 1995, lien : <https://www.vie-publique.fr/discours/178978-conference-de-presse-conjointe-de-mm-jacques-chirac-president-de-la-re> (consulté le 9 février 2026) ; *Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la coopération franco-britannique pour la prévention des conflits et le développement de l'Afrique*, 26^e Sommet franco-britannique, Londres, le 24 Novembre 2003, lien : <https://www.vie-publique.fr/discours/141778-declaration-de-m-jacques-chirac-president-de-la-republique-sur-la-coo> (consulté le 9 février 2026) ; *Déclaration du 37^e Sommet franco-britannique*, Londres, 14 Juillet 2025, lien : <https://www.clysee.fr/emmanuel-macron/2025/07/14/declaration-du-37e-sommet-franco-britannique> (consulté le 9 février 2026).

4. Traités de Londres (ou accords de Lancaster House) : *Traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes*, Londres (Lancaster House) 2 Novembre 2010, 14 p., lien : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/291845_BST_hydro_French_Text_Formatted_Final_6.pdf (consulté le 9 février 2026) ; *Traité de coopération en matière de défense et de sécurité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, Londres (Lancaster House), 2 Novembre 2010, 11 p., lien : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/291846_BST_Co-operation_French_Text_Formatted_Final___6_.pdf (consulté le 9 février 2026).

l'OTAN, jusqu'au financement des forces nucléaires françaises par les alliés (l'Allemagne, créancière de la force de frappe française, ayant alors voix au chapitre pour le ciblage). Bien sûr, il faudra « *adapter* » (sic) l'arsenal français, monter un PC (poste de commandement) européen, demander aux États-Unis l'autorisation d'utiliser des moyens OTAN sans engager Washington (sempiternelle sujétion), etc. L'imagination n'ayant pas de limite, un ministre allemand propose un système loufoque de « *rotation aléatoire des responsabilités (nucléaires) entre les États membres* »⁵. L'idée, d'ailleurs avouée, est de passer en force : 1) parce qu'on ne sait pas ce que l'élection présidentielle de 2027 nous réserve, et 2) pour créer des « précédents » pendant qu'il en est encore temps (présidence Macron).

En échange de cette protection nucléaire française, les autres Européens assureront une « *dissuasion (sic) conventionnelle* » (dissuasion classique en français, à savoir non-nucléaire). Comme si ladite « *dissuasion classique* » existait par elle-même, de surcroît avec la Russie de Poutine devant soi... On duplique là la « *stratégie intégrée* » des États-Unis (*Nuclear Posture Review, 2022*)⁶ où forces classiques et forces nucléaires sont de plus en plus interdépendantes, astucieusement soudées par un dôme antimissiles (récupération au passage du *Skysshield* germano-américano-israélien et fabrication sous licence en Allemagne du *Patriot* antimissile américain au bénéfice de quatre pays européens). Tout cela, avec le risque induit d'entrer dans la bataille, le « *refus de la bataille* » étant justement l'un des interdits de la stratégie nucléaire française⁷. On retrouve là le fantôme de la Communauté européenne de défense (CED, 1950-1954) et de « *l'armée européenne* », où les forces classiques françaises eussent été diluées dans un grand ensemble atlantiste commandé par les États-Unis ou, plus fantasque aujourd'hui, par un duo franco-allemand, voire un surréaliste trio franco-germano-polonais (quand on connaît les antagonismes qui ont déchiré ces trois pays...). D'ailleurs, les propositions de la France, orgueilleuses

5. Lagneau Laurent, « Pour un élu allemand, une 'dissuasion nucléaire européenne' ne pourra fonctionner que sous l'égide de Berlin », *Opex360*, 2 Juillet 2025, lien : <https://www.opex360.com/2025/07/02/pour-un-elu-allemand-une-dissuasion-nucleaire-europeenne-ne-pourra-fonctionner-que-sous-legide-de-berlin/> (consulté le 9 février 2026).

6. « 2022 Nuclear Posture Review », 26 p., dans *2022 National Defense Strategy of the United States*, U.S. Department of Defense, 27 Octobre 2022, 80 p., lien : <https://media.defense.gov/2022/Oct/27/2003103845/-1/-1/1/2022-NATIONAL-DEFENSE-STRATEGY-NPR-MDR.PDF> (consulté le 9 février 2026).

7. Du même auteur, « L'arme nucléaire française ne se partage pas », *Géopoweb*, 12 Septembre 2025, lien : <https://geopoweb.fr/?L-ARME-NUCLEAIRE-FRANCAISE-NE-SE-PARTAGE-PAS-Thierry-GARCIN> (consulté le 9 février 2026) ; Voir également : *L'Avenir de l'arme nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 1995, 152 p. (préf. du Général Pierre M. Gallois).

et répétées, en faveur d'une « *autonomie stratégique* » européenne sont curieusement vilipendées. C'est évidemment un signe de l'égoïsme national et de son arrogance : on va lui apprendre l'humilité. Or, par construction, l'arme nucléaire n'est pas très « humble ». Ni les États-Unis ni la Russie ni la Chine ni Israël ni le Pakistan ni la Corée du Nord ne paraissent d'ailleurs très humbles en la matière.

Une force de frappe française européanisée ?

Certes, à de nombreuses reprises, la doctrine nucléaire de la France a connu de sérieuses entorses. « *Dissuasion élargie* » (président Giscard d'Estaing), « *doctrine européenne de dissuasion* » (président François Mitterrand) ; « *dissuasion concertée* » (Alain Juppé) ; « *défense européenne commune* » (président Jacques Chirac) ; adhésion en 2010 à « *une capacité de défense antimissile pour protéger les populations, le territoire et les forces de tous les pays européens de l'OTAN* » (présidence Nicolas Sarkozy), engagement contraire à la stratégie de dissuasion dont on prévoit ainsi la faillite. Or, la France s'était prononcée en 1983 contre l'Initiative de défense stratégique (IDS) ou « *guerre des étoiles* » du président Ronald Reagan, de même qu'elle s'est opposée en 2022 au *Skyshield*, bouclier antimissile atlantico-israélien déjà cité. On doit aussi rappeler les impressionnants slaloms et les diverses confusions stratégiques du président Emmanuel Macron, au long de ses deux mandats. Par parenthèse, il arrive quand même au président français d'avoir raison : bien sûr que la France n'utiliserait pas l'arme nucléaire contre la Russie ayant utilisé du nucléaire tactique en Ukraine.

À ce stade, des contradictions majeures doivent être relevées.

D'abord, la France remplacerait en partie les États-Unis en Europe continentale, alors-même que ceux-ci n'avaient cessé de se désengager de leurs responsabilités nucléaires durant les rapports Est-Ouest, au prix d'une succession de nobles « *concepts stratégiques* » fort fluctuants. Ensuite, les européistes craignent de promouvoir trop bruyamment la roue de secours nucléaire française, pour ne pas précipiter le retrait partiel américain de l'Alliance atlantique (délicate illusion). Enfin, l'Europe est une énième fois présentée comme le « *second pilier de l'OTAN* » (doctrine des années 1960...), alors que les États-Unis ne s'appuient plus guère sur le premier pilier. Dernière contradiction : l'Allemagne est si européenne que le chancelier Friedrich Merz a servilement demandé en 2025 au président Donald Trump : « *Et si vous ne voulez pas de l'Europe, faites au moins de l'Allemagne votre partenaire.* »⁸

8. Tricot Catherine, « Friedrich Merz à Donald Trump : 'Alors faites au moins de l'Allemagne votre partenaire' », *Regards.fr*, 11 Décembre 2025, lien : <https://regards.fr/friedrich-merz-a-donald-trump-alors-faites-au-moins-de-lallemagne-votre-partenaire/> (consulté le 9 février 2026).

Mais, le plus grave porte sur l'extensibilité des « *intérêts vitaux* », que l'on s'entête à délimiter géographiquement, engagement pourtant contraire au principe élémentaire d'incertitude, qui préside à l'utilisation ou non de l'arme nucléaire. Promettre, c'est mentir par anticipation. Au passage, on peut se demander si Marseille ou Lyon sont dans les intérêts vitaux de Berlin, de Varsovie ou de Vilnius. Il y a d'ailleurs quelque naïveté ou quelque rouerie à applaudir aux prétentions militaires allemandes, lesquelles ne manquent pas de clarté. Le chancelier Scholz n'a-t-il pas déclaré en 2022 : « *L'Allemagne disposera bientôt de la plus grande armée conventionnelle d'Europe dans le cadre de l'OTAN. (...) En tant que nation la plus peuplée, dotée de la plus grande puissance économique et située au centre du continent, notre armée doit devenir le pilier de la défense conventionnelle en Europe, la force armée la mieux équipée d'Europe* »⁹ ? Et le candidat Merz n'a-t-il pas répété en 2025 : « *(Nous aurons l'armée) la plus puissante sur le plan conventionnel (...) Ce n'est que justice pour le pays le plus peuplé et le plus puissant d'Europe. C'est aussi ce que nos amis et nos partenaires attendent de nous. Plus encore, ils l'exigent* (sic)¹⁰ ? Outre que l'Allemagne n'a cessé de changer de caps à grands coups de godille sur des sujets essentiels (énergie, immigration, défense...)¹¹, force est de souligner sur le temps long la versatilité des gouvernements démocratiques européens, beaucoup plus soumis aux emportements passagers des opinions publiques qu'on ne le croit. Leurs grandes décisions sont souvent saisonnières. Quoi qu'il en soit, les élans martiaux de Berlin rappellent quelques funestes souvenirs. Et leur besoin de l'arme nucléaire française permet aussi de contourner les engagements de Berlin (1952, 1954, 1990) à ne pas fabriquer ni posséder ni... contrôler (justement) ce type d'armes. D'ailleurs, on connaît les complications propres au système américain de « *double clé* » en Europe, Londres ayant goûté à ses charmes très relatifs dans les années 1950.

La Pologne qui partage, elle aussi, quelques malheureux souvenirs avec l'Allemagne, n'est pas en reste, dans une étrange compétition réciproque qui s'explique fondamentalement par des relations très différentes avec Moscou. (« *Nous voulons* »)

9. Lagneau Laurent, « L'Allemagne a l'ambition de se doter de la plus 'grande armée conventionnelle' d'Europe », *Opex360*, 29 Juin 2022, lien : <https://www.opex360.com/2022/06/29/lallemagne-a-lambition-de-se-doter-de-la-plus-grande-armee-conventionnelle-deurope/> (consulté le 9 février 2026).

10. Conesa Elsa, « Le chancelier Friedrich Merz veut que l'armée allemande soit 'la plus puissante d'Europe sur le plan conventionnel' », *Le Monde*, 15 Mai 2025, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/15/en-alle-magne-friedrich-merz-promet-l-armee-la-plus-puissante-d-europe-sur-le-plan-conventionnel_6606169_3210.html (consulté le 9 février 2026).

11. Du même auteur, *La Question allemande en Europe depuis l'unification*, Paris, L'Harmattan, 2025, 272 p. Voir Chapitre XI : « Le retour des tentations allemandes », pp. 222-226.

posséder l'armée la plus forte et la plus grande d'Europe », a lancé le Premier ministre Donald Tusk en mai 2025, dans une malsaine course à l'échalote avec Berlin. D'ailleurs, la Pologne se présente comme le pivot de l'Alliance atlantique à l'Est et exige « la révision de la dissuasion nucléaire » de l'OTAN (demande conjuguée en 2023 de la Pologne, de la Lituanie et de la Lettonie), afin de participer au « partage nucléaire » (pas moins), tout en voulant être le pendant nucléaire atlantiste de la Biélorussie à l'égard de la Russie et tout en profitant de la protection nucléaire française officiellement désignée comme « complément »¹². Alors même que l'exigence française de « stricte suffisance » (ni trop, ni trop peu d'armes nucléaires) est incompatible avec la couverture du continent européen.

Pour simplifier le raisonnement, l'arsenal britannique semble rarement entrer en ligne de compte, comme s'il ne dépendait pas des équations nucléaires européennes et transatlantiques. Il est vrai que Londres a confié sa force de frappe à l'Alliance atlantique, tout en s'en réservant une partie à ses fins propres. De plus, le Royaume-Uni n'est nullement indépendant sur le plan opérationnel (lanceurs *Trident* américains dont la maintenance et les codes sont laissés à la discrétion des États-Unis dans la base de *Kings Bay* (État de Géorgie, États-Unis), charges nucléaires – certes – britanniques mais installées aux États-Unis). Et il ne dispose pas encore de F-35 porteurs de la bombe, lesquels avions américains ne volent de par le monde – faut-il le rappeler ? – que selon le bon vouloir technique des États-Unis. Enfin, le Royaume-Uni a gardé un souvenir détestable de son projet de missile sol-sol des années 1950 (*Blue Streak*). On notera qu'une douzaine de pays européens acheteurs de F-35 (en attendant les autres) ont passé volontairement le col dans le lasso américain. Et cela, vraisemblablement pour une quarantaine d'années.

Dans cet enchevêtrement de prétentions atomiques souvent échevelées, relevons également le risque considérable de se laisser entraîner par l'Alliance atlantique. L'OTAN a déjà été directement réquisitionnée – hors mandat de l'ONU – par les trois membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité de l'ONU contre la Serbie (Kosovo, 1999) et – hors mandat de l'ONU – hors zone contre la Libye (2011), indirectement mobilisée hors zone par Washington dans la guerre d'Irak (2003) et dans la guerre d'Afghanistan (2001-2021). Or, seule cette dernière guerre

12. Pala Melike, « La Pologne veut bâtir 'l'armée la plus puissante d'Europe', annonce le premier ministre », *Agence Anadolu*, 2 Janvier 2026, lien : <https://www.aa.com.tr/fr/monde/la-pologne-veut-b%C3%A2tir-l-arm%C3%A9e-la-plus-puissante-d-europe-annonce-le-premier-ministre/3787569> (consulté le 9 février 2026).

n'était pas... illégale. De surcroît, lors de l'attaque des États-Unis contre l'Iran (2025), le Secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a applaudi à tout rompre à cette violation du droit international, dans un message au président Donald Trump : « *Félicitations et merci pour votre action décisive en Iran. C'est vraiment extraordinaire et quelque chose que personne d'autre n'avait osé faire. Cela nous met plus en sécurité* »¹³. On remarquera enfin que nulle politique étrangère communautaire – en trente-deux ans d'Union européenne – ne vient étayer une éventuelle politique européenne de défense, dont c'est pourtant le prérequis¹⁴. Parler de défense européenne sans mentionner l'absence de politique étrangère européenne revient à organiser un marché de dupes officiellement consenti. Et c'est mettre la charrue avant les bœufs, ou plutôt sans les bœufs. Avec à la clé la responsabilité historique de dresser, à la trumpienne, les citoyens français les uns contre les autres.

Bref, la France paraît comme fatiguée de la lourdeur de la tâche nucléaire, entretenant l'illusion de répartir celle-ci sur d'autres épaules européennes, comme si cela allait alléger l'infinie solitude qui est le propre de l'arme nucléaire et l'une des raisons d'être de son efficacité. À savoir, l'interdiction de la guerre¹⁵. ■

9 Février 2026

Bibliographie :

- « 2022 Nuclear Posture Review », 26 p., dans *2022 National Defense Strategy of the United States*, U.S. Department of Defense, 27 Octobre 2022, 80 p., lien : <https://media.defense.gov/2022/Oct/27/2003103845/-1/-1/2022-NATIONAL-DEFENSE-STRATEGY-NPR-MDR.PDF> (consulté le 9 février 2026).
- *Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et John Major, Premier ministre du Royaume-Uni, sur la coopération franco-britannique, sur l'interdiction des essais nucléaires, sur l'union européenne, l'UEM et la Bosnie*, 18^e Sommet franco-britannique, Londres, 30 Octobre 1995, lien : <https://www.vie-publique.fr/discours/178978-conference-de-presse-conjointe-de-mm-jacques-chirac-president-de-la-re> (consulté le 9 février 2026).

13. « 'Grand succès', 'extraordinaire', 'action décisive en Iran' : Donald Trump révèle le message flatteur de Mark Rutte », *Le Figaro* (avec *AFP*), 24 Juin 2025, lien : <https://www.lefigaro.fr/international/grand-succes-extraordinaire-action-decisive-en-iran-donald-trump-revele-le-message-flatteur-de-mark-rutte-20250624> (consulté le 9 février 2026).

14. Du même auteur : « La défense européenne : une longue méprise ? », *Diploweb*, 23 Octobre 2022, lien : <https://www.diploweb.com/La-defense-europeenne-une-longue-meprise.html> (consulté le 9 février 2026).

15. Avec l'aimable autorisation de La Vigie (<https://www.lettrevigie.com/>), texte initialement publié le 9 janvier 2026.

- Conesa Elsa, « Le chancelier Friedrich Merz veut que l'armée allemande soit 'la plus puissante d'Europe sur le plan conventionnel' », *Le Monde*, 15 Mai 2025, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/15/en-allemande-friedrich-merz-promet-l-armee-la-plus-puissante-d-europe-sur-le-plan-conventionnel_6606169_3210.html (consulté le 9 février 2026).
- *Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la coopération franco-britannique pour la prévention des conflits et le développement de l'Afrique*, 26^{ème} Sommet franco-britannique, Londres, le 24 Novembre 2003, lien : <https://www.vie-publique.fr/discours/141778-declaration-de-m-jacques-chirac-president-de-la-republique-sur-la-coo> (consulté le 9 février 2026).
- *Déclaration du 37^{ème} Sommet franco-britannique*, Londres, 14 Juillet 2025, lien : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2025/07/14/declaration-du-37e-sommet-franco-britannique> (consulté le 9 février 2026).
- *Livre blanc de la défense nationale*, 1972, lien : <https://mjp.univ-perp.fr/defense/lb1972.htm> (consulté le 9 février 2026).
- Lagneau Laurent, « L'Allemagne a l'ambition de se doter de la plus 'grande armée conventionnelle' d'Europe », *Opex360*, 29 Juin 2022, lien : <https://www.opex360.com/2022/06/29/l-allemande-a-l-ambition-de-se-doter-de-la-plus-grande-armee-conventionnelle-deurope/> (consulté le 9 février 2026).
- Lagneau Laurent, « Pour un élu allemand, une 'dissuasion nucléaire européenne' ne pourra fonctionner que sous l'égide de Berlin », *Opex360*, 2 Juillet 2025, lien : <https://www.opex360.com/2025/07/02/pour-un-elu-allemand-une-dissuasion-nucleaire-europeenne-ne-pourra-fonctionner-que-sous-legide-de-berlin/> (consulté le 9 février 2026).
- Garcin Thierry, « La défense européenne : une longue méprise ? », *Diploweb*, 23 Octobre 2022, lien : <https://www.diploweb.com/La-defense-europeenne-une-longue-meprise.html> (consulté le 9 février 2026).
- Garcin Thierry, *La Question allemande en Europe depuis l'unification*, Paris, L'Harmattan, 2025, 272 p. Voir Chapitre XI : « Le retour des tentations allemandes », pp. 222-226.
- Garcin Thierry, « L'arme nucléaire française ne se partage pas », *Géopoweb*, 12 Septembre 2025, lien : <https://geopoweb.fr/?L-ARME-NUCLEAIRE-FRANCAISE-NE-SE-PARTAGE-PAS-Thierry-GARCIN> (consulté le 9 février 2026).
- Garcin Thierry, *L'Avenir de l'arme nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 1995, 152 p. (préf. du Général Pierre M. Gallois).
- « 'Grand succès', 'extraordinaire', 'action décisive en Iran' : Donald Trump révèle le message flatteur de Mark Rutte », *Le Figaro* (avec AFP), 24 Juin 2025, lien : <https://www.lefigaro.fr/international/grand-succes-extraordinaire-action-decisive-en-iran-donald-trump-revele-le-message-flatteur-de-mark-rutte-20250624> (consulté le 9 février 2026).
- Pala Melike, « La Pologne veut bâtir 'l'armée la plus puissante d'Europe', annonce le premier ministre », *Agence Anadolu*, 2 Janvier 2026, lien : <https://www.aa.com.tr/fr/monde/la-pologne-veut-b%C3%A2tir-l-arm%C3%A9e-la-plus-puissante-d-europe-annonce-le-premier-ministre/3787569> (consulté le 9 février 2026).
- *Traité de coopération en matière de défense et de sécurité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, Londres (Lancaster House),

- 2 Novembre 2010, 11 p., lien : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/291846_BST_Co-operation_French_Text_Formatted__Final___6_.pdf (consulté le 9 février 2026).
- *Traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes*, Londres (Lancaster House) 2 Novembre 2010, 14 p., lien : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/291845_BST_hydro_French_Text_Formatted__Final_6.pdf (consulté le 9 février 2026).
 - Tricot Catherine, « Friedrich Merz à Donald Trump : 'Alors faites au moins de l'Allemagne votre partenaire' », *Regards.fr*, 11 Décembre 2025, lien : <https://regards.fr/friedrich-merz-a-donald-trump-alors-faites-au-moins-de-lallemagne-votre-partenaire/> (consulté le 9 février 2026).